

L'ARRANGEMENT MUTUALISTE : NOUVELLES JEUNESSES MILITANTES ET COOPÉRATION AGRICOLE

François PURSEIGLE
Maître de Conférences en sociologie
Institut National Polytechnique de Toulouse
Ecole Nationale Supérieure Agronomique
purseigle@ensat.fr

L'histoire l'a montré, l'adaptation de l'économie agricole aux contours de la société a été pendant près d'un siècle liée au développement et aux actions des organisations professionnelles agricoles. En ce sens, on peut dire que l'adaptation de l'économie agricole a toujours été synonyme d'organisation. C'est notamment en s'engageant dans des organisations que les paysans réussirent à moderniser l'agriculture française.

A la différence d'autres catégories socio-professionnelles, les agriculteurs français ont su valoriser le potentiel humain qu'ils représentaient en forgeant des outils mutualistes et coopératifs qui leur ont permis d'être plus forts en se regroupant.

Ainsi, le Crédit Agricole, la Mutualité Agricole et la Coopération ont constitué les pierres angulaires de l'organisation économique et sociale de l'agriculture.

Après guerre, l'engagement dans ces organisations de toute une génération de jeunes paysans a permis d'asseoir le développement de l'agriculture française sur des valeurs chères aux agriculteurs : Responsabilité, Participation et Solidarité.

Face à un contexte économique et social qui n'est plus celui de leurs parents, plusieurs questions se posent : Quels sont aujourd'hui les ressorts de l'engagement de la génération actuelle des jeunes agriculteurs ? Quels sont aujourd'hui les mécanismes de l'entrée dans l'action mutualiste et coopérative ? Quels sont les freins à cette entrée ? Comment les jeunes se représentent-ils l'engagement au sein des coopératives ? Comment s'arrangent-ils des valeurs mutualistes ?

1. Cadre paradigmatique de l'étude

C'est le caractère problématique de l'engagement des jeunes agriculteurs dans un contexte de crises identitaires qui constitue la « clef de voûte » de notre recherche. Renvoyant indiscutablement à la notion d'action collective et plus précisément aux processus d'entrée dans l'action collective professionnelle, notre étude appréhende les nouvelles formes de l'engagement des jeunes agriculteurs à travers les changements de modes de constitution de l'identité professionnelle.

Nous porterons ici notre attention sur les processus dynamiques qui conduisent les jeunes agriculteurs à s'unir dans le cadre d'organisations professionnelles pour défendre leur conception du métier d'agriculteur ou l'une des dimensions de ce métier. La question de cette entrée nous semble d'autant plus pertinente qu'elle fait écho à de nombreuses interrogations au sein même des organisations professionnelles agricoles.

Par ailleurs, si la problématique de l'entrée dans l'action collective a constitué le ferment d'une littérature abondante, il n'en demeure pas moins que l'étude des processus d'engagement professionnel tient peu de place dans un ensemble théorique tourné principalement vers la compréhension de l'engagement politique ou des nouveaux mouvements sociaux. Ainsi, le « rouage essentiel de la vie économique et sociale moderne » que constituent les organisations

professionnelles demeure « l'un des plus méconnus »¹. En outre, les rares travaux portant sur les organisations professionnelles se sont très souvent limités au champ des seules associations de salariés.

Soucieux de revisiter une problématique aujourd'hui délaissée, ce texte répond à deux objectifs complémentaires. Le premier est de dépasser, tout en s'appuyant sur elle, les approches historiographiques qui ont, pendant de longues années, réduit la jeunesse agricole à un référentiel mythique sans proposer d'instruments permettant d'appréhender l'évolution de ses engagements. Ceci doit nous conduire à situer les jeunes agriculteurs comme de véritables acteurs de la scène professionnelle agricole. Ce deuxième objectif nous semble d'autant plus important que les jeunes agriculteurs sont trop souvent réduits, tant par les sociologues de la jeunesse que du rural, à de simples agents des mobilisations collectives ou à de simples destinataires des politiques publiques. Notre propos s'appuiera donc sur une grille de lecture permettant d'appréhender l'ensemble des étapes définissant le processus d'engagement professionnel des jeunes agriculteurs.

La question de l'engagement dans ses dimensions professionnelles, associatives ou politiques se résume très souvent à la question du militantisme. La figure de l'engagé s'apparente à celle du militant, défini comme le « petit clerc d'un système de représentation »². Or, cette vision ne semble pas traduire toute la complexité de la réalité sociale révélée par l'engagement professionnel agricole. Réduire l'engagement professionnel comme un simple passage à l'acte, à travers l'unique canal de la militance, c'est oublier que tous les agriculteurs ne participent pas avec la même intensité et la même fréquence à l'action professionnelle. Qu'ils appartiennent au courant de la mobilisation des ressources ou à celui des structuralistes, les chercheurs ont rarement appréhendé le caractère différencié et dynamique de l'engagement.

Notre grille analytique devra être considérée comme un instrument permettant d'étudier la manière dont des acteurs, en phase de socialisation, déploient intentionnellement des outils leur permettant de faire face à la crise identitaire qui affecte leur profession. Nous prendrons ici appui sur *le caractère différencié* d'un engagement professionnel qui ne doit plus se réduire à sa dimension militante. L'engagement est ici considéré comme un processus différencié, fruit d'un construit social individuel et dynamique qui s'articule autour de différentes dimensions mobilisées conjointement ou indépendamment dans le temps et dans l'espace³. Ainsi, nous faisons une place à toutes les figures ou catégories d'engagés en les définissant comme les fruits du croisement qui s'opère entre l'effort et la durée de l'engagement, et nous intéressons tout autant aux simples adhérents qu'aux responsables.

Considérant la pluralité de l'engagement professionnel, deux niveaux d'analyse sont privilégiés : *le système exploitation famille* et *le système professionnel*. La construction d'un tel schéma analytique repose sur la volonté de comprendre les déterminants mais aussi le vécu qui caractérisent l'entrée dans l'action collective. En somme, il s'agira de mettre en perspective *les logiques d'identification et d'expérimentation* qui définissent les formes prises aujourd'hui par l'engagement professionnel des jeunes agriculteurs.

Cependant, si les cadres d'identification et de l'expérimentation oscillent en permanence entre système d'exploitation-famille et système professionnel, ils n'en demeurent pas moins selon nous

¹ Dominique ANDOLFATTO, Dominique LABBE, *Sociologie des syndicats*, Paris, Editions La découverte, 2000, 123 p.

² Jacques ION, « L'évolution des formes de l'engagement public » dans Pascal PERRINEAU (dir.) *L'engagement politique*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 23-29, 444 p.

³ Olivier FILLIEULE, *Proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel* dans Revue Française de sciences politiques, n° 1-2, volume 51, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, p. 199-217, 328 p. ; Florence PASSY, *L'action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*, Genève, Librairie Droz, 1998, 270 p. ; Bert KLANDERMANS, *The Social Psychology of Protest*, Oxford, Blackwell, 1997 ; Pamela E. OLIVIER, Gerald MARWELL, « Mobilizing Technologies for Collective Action », dans Aldon D. MORRIS, Carol MC CLURG MUELLER (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 251-273.

enchâssés dans des cadres territoriaux qui confèrent à l'engagement professionnel son caractère spécifique. La question des territoires était, jusqu'alors, rarement prise en compte dans les modèles d'analyse. La plupart des chercheurs ont en effet davantage insisté sur la place que les réseaux occupent dans les stratégies de recrutement mises en place par les organisations. L'hypothèse alors privilégiée est celle de la proximité idéologique comme condition discriminante de l'engagement. Or, si dans certaines régions ou départements, des mouvements confessionnels ou politiques jouent encore un rôle d'animation non négligeable, l'engagement professionnel ne repose pas uniquement sur des références idéologiques, mais de plus en plus sur des *logiques territoriales* qu'il convenait de souligner. Ainsi, notre travail s'est articulé autour des *logiques territoriales, d'identification et d'expérimentation* qui président à l'engagement des jeunes agriculteurs.

2. Choix méthodologiques

Face à une multitude d'approches et de méthodologies, nous avons adopté une définition historiquement située de la jeunesse, répondant ainsi aux exigences d'une sociologie qui s'appuie, au delà du « rêve expérimental », sur « l'historicité de l'objet » comme « principe de réalité »⁴. Dès lors, il nous a semblé judicieux de limiter notre échantillon (tout en nous interrogeant sur les conditions sociales de sa constitution) à la catégorie des moins de 35 ans. Plus précisément, notre population a été circonscrite aux jeunes agriculteurs âgés de 18 à 35 ans et installés à titre principal au moment de l'enquête. Ce choix nous semble d'autant plus fondé qu'il renvoie à cette catégorie de jeunes dont les engagements ont façonné, depuis l'après-guerre, le système professionnel que nous connaissons aujourd'hui. Ce positionnement méthodologique adoptait par là une butte témoin permettant de lire dans la diachronie les engagements professionnels de la jeunesse agricole.

Par ailleurs, le « système professionnel départemental » a été choisi comme cadre territorial à la compréhension du processus d'engagement professionnel agricole. Ce niveau d'observation nous apparaît d'autant plus pertinent que « la plupart des organisations considèrent le département comme un niveau essentiel de leur structure »⁵. Élément du système professionnel national, le système professionnel départemental présente une structuration dégageant la diversité des parcours d'engagement professionnel. En effet, ce dernier s'apparente à un sous-système doté d'une autonomie fondée sur la présence de l'ensemble des composantes du système professionnel national. Ainsi, nous retrouvons au niveau départemental le même découpage organisationnel en cinq unités fondamentales que sont les organisations à vocation générale, les organisations spécialisées et techniques, les organisations économiques et sociales pour le pôle de la représentation publique, et les organisations consultatives et les organisations d'amélioration des structures et d'aménagement foncier. A travers notamment les élections aux chambres d'agriculture, le département constitue le théâtre au sein duquel se nouent les enjeux de la représentation professionnelle. Il cristallise les principales stratégies et affrontements organisationnels qui caractérisent le système professionnel national. Outre ces similarités avec l'échelon national et les enjeux qu'il représente, le département constitue un cadre privilégié pour le repérage et l'identification de la population des jeunes agriculteurs. Si les actions professionnelles peuvent se déployer à l'échelon local, régional ou national, l'échelon départemental apparaît néanmoins comme le principal niveau d'animation.

Par conséquent, nous nous appuyons ici sur l'étude de huit départements répartis sur une diagonale nord-est/sud-ouest : Pas-de-Calais, Calvados, Marne, Puy-de-Dôme, Loire-Atlantique, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques. Au delà des trois critères de sélection retenus (histoire et

⁴ Jean-Claude PASSERON, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, 408 p.

⁵ Jean-Pierre PROD'HOMME, *Agriculteurs organisés. L'exemple du département de la Marne*, Thèse de doctorat de 3^{ième} cycle, Paris, EHESS, 1982, 362 p.

composition du système professionnel départemental, évolution et orientation technico-économiques des systèmes d'exploitation, la dynamique départementale d'installation des jeunes agriculteurs), il s'agissait pour nous d'asseoir l'espace géographique de nos enquêtes sur l'ensemble du territoire national afin d'assurer la pertinence de nos analyses futures.

La plupart du temps, les chercheurs qui s'intéressent à la question de l'entrée dans l'action collective abordent l'engagement sous un angle unique, qu'il s'agisse des déterminants rationnels, ou de l'intentionnalité des acteurs. Pour notre part, nous avons choisi d'asseoir notre protocole méthodologique sur le couplage de deux instruments : l'enquête par questionnaire et l'enquête par entretiens semi-directifs.

Notre enquête décrit en premier lieu la manière dont les jeunes agriculteurs engagés se définissent tant au sein du système exploitation-famille que du système professionnel. Il s'agit, en somme, d'analyser de façon « macroscopique » les modalités des types d'engagement à l'œuvre afin de dresser une « carte des déterminants » de l'engagement professionnel. Pour ce faire, nous avons codifié les pratiques socio-économiques mises en place au sein du système exploitation-famille et des pratiques d'engagement(s) au sein du système professionnel. Cette codification s'inscrit dans une démarche statistique dont l'objectif principal est la mise en évidence des liens de causalité directe ou indirecte entre des variables sociales, économiques, professionnelles et politiques.

De juin à septembre 2000, 404 jeunes agriculteurs répartis dans les huit départements ont été interrogés. Recueillies et saisies, les données de cette première enquête ont fait l'objet de traitements unidimensionnels et multidimensionnels complétés pour les questions ouvertes par des analyses textuelles. Au delà d'une simple description des déterminants de l'engagement et de son caractère « utilitaire », l'enquête par questionnaire nous a permis de dresser le portrait d'une jeunesse jusqu'alors méconnue.

Dans une seconde phase, parmi les jeunes agriculteurs précédemment enquêtés, nous avons réinterrogé 25 jeunes choisis selon des « profils » établis sur la base de la carte des déterminants dressée à partir de la première enquête. Ces « profils » devaient être entendus comme une série de « photographies » reflétant le positionnement de chaque individu au sein du système exploitation-famille et du système professionnel à l'instant T_n et T_{n+1} . Ainsi, ils constituaient d'une certaine manière pour chaque individu les deux bornes entre lesquelles nous retracions les itinéraires des jeunes agriculteurs engagés. L'objectif de cette deuxième enquête était de comprendre les mécanismes individuels qui président à l'engagement professionnel. Il est alors possible par ce biais de dégager la dimension temporelle de l'engagement professionnel à travers la reconstruction subjective du vécu du jeune agriculteur. Ainsi, cette étape nous invitait à appréhender l'engagement comme une « carrière » dont chaque étape est le fruit d'un réaménagement subjectif permanent qu'il convient de saisir à travers l'analyse biographique⁶. Après avoir décrit les positions de chaque jeune agriculteur au sein du système exploitation-famille et du système professionnel, nous saisissons ainsi le sens subjectif de l'expérience qui conduit les jeunes agriculteurs à négocier chacune de ces positions. Conçue comme le prolongement de la première, cette enquête n'est donc que la deuxième étape du projet typologique qui anime nos travaux. Loin d'être un aboutissement, cette enquête devait établir une passerelle compréhensive entre les bornes temporelles qui définissent le processus d'entrée dans l'action collective en tentant de saisir le sens que les jeunes agriculteurs attribuent à leur engagement professionnel.

⁶ Olivier FILLEULE, 2001, Op. cit.

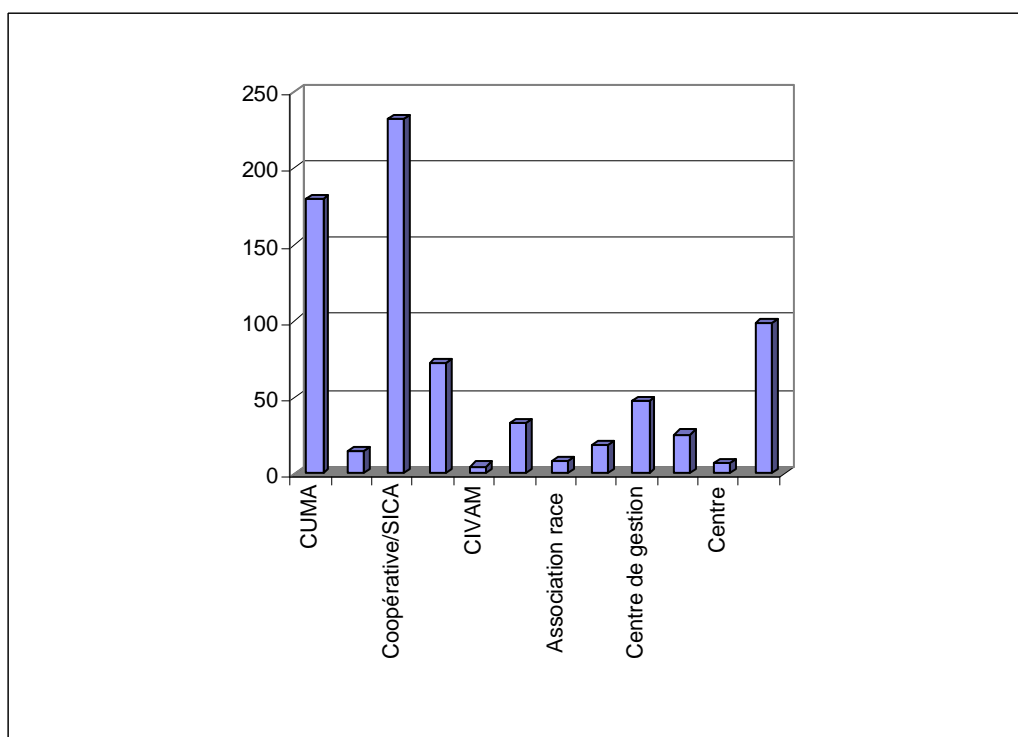
3. Résultats

3.1. Les visages de l'adhésion "non syndicale"

Parmi les organisations "non syndicales" plébiscitées par les jeunes agriculteurs, les coopératives de transformation ou de collecte arrivent largement en tête (57,6%)⁷ suivies par les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) (44,55%)⁸.

C'est à travers une description du profil des adhérents de ces deux types d'organisations que nous allons mettre en évidence les contours du visage de l'adhésion coopérative.

Graphique : Répartition des déclarations d'adhésion selon le type d'organisation spécialisée et technique non syndicale. (Effectif)



Les coopératives de transformation ou de collecte apparaissent comme les interlocutrices privilégiées d'une jeunesse en proie à de profonds questionnements. Les réponses qu'elles peuvent apporter sont d'autant plus prisées par les jeunes qu'elles s'inscrivent localement tant dans leur dimension spécialisée que technique. Cette réalité est notamment perceptible chez les jeunes disposant d'une exploitation à l'orientation "grandes cultures". C'est parmi ces derniers que l'on note la part la plus importante de déclarations d'adhésion à une coopérative (41,6%)

⁷ Pourcentages calculés sur la base des 404 interrogés et non sur celle des seuls adhérents à une organisation autre que syndicale.

⁸ Les questions posées aux jeunes agriculteurs rencontrés étaient : *Etes-vous actuellement adhérent d'une (ou plusieurs) organisation(s) autre que syndicale(s) ?* (Q108) suivi de *Si oui, laquelle ou lesquelles ?* (Q109). Cette dernière question s'accompagnait de la présentation d'une liste des principales organisations non syndicales (cf. annexe).

Tableau : Selon les OTEX, type d'organisations spécialisées et techniques non syndicales auxquelles les jeunes adhèrent (% Lignes)

Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Grandes cultures	Cultures permanentes	Herbivores	Hors-sol	Polyculture	Polyélevage	Mixte grandes cultures-herbivores	Autre culture-élevage	TOTAL
CUMA	25,0		35,0	5,6	4,4	8,3	15,6	6,1	100,0
Sucrierie	86,7						13,3		100,0
Coopérative /SICA	41,6	0,9	18,9	5,6	3,0	4,7	19,3	6,0	100,0
GVA, GDA	56,3	2,1	2,1		8,3	4,2	25,0	2,1	100,0
CIVAM			80,0			20,0			100,0
CETA	75,0					4,2	20,8		100,0
Groupement d'éleveurs	12,1		30,3	6,1	3,0	24,2	18,2	6,1	100,0
Association race animale	12,5		75,0				12,5		100,0
GDS	5,3		42,1	5,3		10,5	26,3	10,5	100,0
Centre de gestion	43,8		22,9	8,3	4,2	8,3	12,5		100,0
Contrôle laitier	15,4		38,5			7,7	30,8	7,7	100,0
Centre d'insémination	42,9		42,9				14,3		100,0
Autre	27,3	1,0	25,3	4,0	5,1	6,1	25,3	6,1	100,0
TOTAL	35,0	0,5	24,8	4,6	3,6	7,0	19,3	5,1	100,0

Khi2=110,3 ddl=84 p=0,029 (Val. théoriques < 5 = 69)

Généralement, les déclarations d'adhésion à une (ou plusieurs) coopératives s'apparentent au témoignage du rôle occupé par cette organisation au sein du système exploitation-famille mais aussi à celui de la place singulière dont elle dispose au sein du système professionnel. Pour les jeunes qui s'affichent avec force comme coopérateur, la coopérative apparaît comme l'un des piliers de leurs activités économiques et comme l'une des rares organisations où la liberté de parole a véritablement sa place.

"Je trouve que c'est le fait d'avoir un projet commun, de vouloir tous avancer toutes nos différences, de vouloir avancer à l'intérieur d'une coopérative et de faire progresser la coopérative parce que la coopérative c'est quand même essentiellement elle qui est la base de notre revenu (...) donc d'avoir un pied dedans, de savoir le mécanisme (...) on est une part de la coopérative et moi je suis fier d'être dans une coopérative ou c'est qu'y a dix mille adhérents et une des plus grosses coopératives européennes (...) l'avantage c'est que moi j'aime bien avoir une certaine liberté, une certaine franchise, à Champagne céréales on peut dire ce qu'on veut" (Julien, Marne).

Pour certains, les coopératives vont même jusqu'à supplanter les syndicats spécialisés dans leurs missions de défense d'une production. A titre d'exemple, les différents entretiens que nous avons pu réaliser, notamment dans le Sud-Ouest de la France, laissent à penser qu'aux yeux des jeunes maïsiculteurs, des coopératives comme Maisadour, Euralis ou Vivadour sont les seules organisations défendant véritablement le maïs. Malgré l'implantation historique de son siège social dans cette région, l'Association Générale des Producteurs de Maïs n'apparaît pas aux yeux des plus jeunes comme la principale organisation spécialisée dans la défense du maïs. Dès lors, il

n'est pas étonnant de constater que parmi les coopérateurs, nous retrouvons l'une des proportions les plus importantes (46,1%) de jeunes ne déclarant pas d'adhésion à un syndicat spécialisé. Pour la majorité d'entre deux, les seules organisations spécialisées auxquelles ils adhèrent sont les coopératives. Ceci apparaît d'autant plus paradoxal que la plupart des dirigeants des grandes coopératives françaises exercent des responsabilités au sein même des syndicats spécialisés. Rares sont donc les jeunes ayant pris conscience des passerelles existant entre coopération et syndicalisme spécialisé.

Tableau : Répartition des déclarations d'adhésion à un (ou plusieurs) syndicat(s) spécialisé(s) selon le type d'organisations non syndicales auxquelles les jeunes adhèrent (% Lignes)

Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Oui	Non	TOTAL
CUMA	48,3	51,7	100,0
Sucrierie	66,7	33,3	100,0
Coopérative	53,9	46,1	100,0
GVA, GDA	64,6	35,4	100,0
CIVAM	80,0	20,0	100,0
Institut technique	100,0		100,0
CETA	66,7	33,3	100,0
Groupement d'éleveurs	66,7	33,3	100,0
Association race animale	87,5	12,5	100,0
GDS	52,6	47,4	100,0
Centre de gestion	61,7	38,3	100,0
Contrôle laitier	53,8	46,2	100,0
Centre d'insémination	42,9	57,1	100,0
Groupement d'employeur	100,0		100,0
Service de remplacement	57,1	42,9	100,0
SICA	100,0		100,0
Autre	65,3	34,7	100,0
TOTAL	57,1	42,9	100,0

Khi2=16,4 ddl=16 p=0,428 (Val. théoriques < 5 = 14)

La CUMA apparaît comme la deuxième organisation plébiscitée par les jeunes agriculteurs dans leurs adhésions non syndicales.⁹ Elle est, comme nous le montrerons plus loin, avec les autres coopératives d'approvisionnement et de collecte, l'une des organisations "spécialisée et technique" à laquelle les jeunes consacrent le plus de temps. Toutefois, parmi le mouvement de la coopération technique, les jeunes adhérents des CUMA se distinguent assez largement des autres jeunes.¹⁰

Le premier élément tient au fait que nous les avons rencontrés préférentiellement dans des départements de l'ouest de la France et plus particulièrement en Loire-Atlantique (Blain), dans le Calvados (Bocage) et les Landes (Chalosse). Ceci n'a rien de surprenant puisque la façade atlantique s'avère être le berceau historique de l'implantation des CUMA.¹¹ Assez logiquement, les

⁹ Ces résultats sont représentatifs de la situation nationale puisque la FNCUMA estime qu'un jeune agriculteur sur deux est adhérent d'une CUMA. On dénombre aujourd'hui pas moins de 13.500 CUMA pour 240.000 agriculteurs, soit plus d'un agriculteur sur trois. Les CUMA réunissent généralement une moyenne de 18 agriculteurs. Comme la plupart des organisations professionnelles agricoles, elles se structurent en fédérations départementale, régionale et nationale. www.cuma.fr

¹⁰ A l'issue de la construction d'un profil sur la modalité adhésion à une CUMA (seuils choisis : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case) nous avons décelé 77 liens significatifs dont 15 au seuil de probabilité 99%, 19 au seuil de probabilité 90% et 15 au seuil de probabilité 90% contre 30 pour la modalité adhésion à une coopérative.

¹¹ Denis LEFEVRE, A l'ombre des machines. Les CUMA, 50 ans de solidarités locales, Editions Entraid, 215p. Martine COCAUD, Un cadre associatif pour l'innovation technique dans les campagnes bretonnes du XXe siècle : l'acquisition d'une étuveuse à patates par la CUMA de Saint-Brice-en-Coglès dans Annales de Bretagne et des

jeunes "cumistes"¹² rencontrés présentent, la plupart du temps, des systèmes d'exploitation à l'orientation herbivore.

Tableau : Selon les départements d'enquête, type d'organisations spécialisées et techniques non syndicales auxquelles les jeunes adhérents (% Lignes)

Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Calvados	Gers	Landes	Loire-atlantique	Marne	Pas-de-Calais	Puy-de-Dôme	Pyrénées-atlantiques	TOTAL
CUMA	17,8	10,6	17,2	20,6	4,4	8,3	7,8	13,3	100,0
Sucrierie					46,7	20,0	33,3		100,0
Coopérative /SICA	9,4	9,4	15,5	12,4	16,3	11,6	13,3	12,0	100,0
GVA, GDA		4,2	16,7		43,8	33,3	2,1		100,0
CIVAM								100,0	100,0
CETA	8,3	25,0			16,7	37,5	12,5		100,0
Groupement d'éleveurs	9,1	18,2	9,1	18,2		9,1	18,2	18,2	100,0
Association race animale	12,5	12,5		37,5		12,5	12,5	12,5	100,0
GDS	31,6		5,3	36,8	10,5	10,5	5,3		100,0
Centre de gestion	6,3	6,3	12,5	14,6	35,4	4,2	8,3	12,5	100,0
Contrôle laitier	26,9		11,5	15,4	19,2	11,5		15,4	100,0
Centre d'insémination	14,3		14,3	28,6	14,3	14,3		14,3	100,0
Autre	14,1	13,1	17,2	13,1	13,1	7,1	13,1	9,1	100,0
TOTAL	12,2	9,7	14,2	14,5	15,6	11,9	10,6	11,3	100,0

Khi2=157,7 ddl=84 p=0,001 (Val. théoriques < 5 = 65)

Toutefois, les traits caractéristiques des jeunes "cumistes" ne renvoient pas simplement à une implantation dans certains bassins de production de l'ouest de la France. Ils s'articulent aussi autour du niveau de formation et d'un parcours préinstallatoire spécifiques.

En matière de formation, c'est parmi les "cumistes" que nous avons rencontré les proportions les plus importantes de jeunes ayant un niveau de type BEPA (27,8%) ou BTA-Bac pro (32,8%).

Suite à cette formation, ces jeunes ont très souvent embrassé pendant quelques années une carrière de salarié agricole hors de l'exploitation familiale (22,77%). Ce n'est très souvent qu'après un tel parcours pré-installatoire que les jeunes "cumistes" vont s'installer sur une exploitation qui, pour 47% d'entre eux, dispose d'une SAU entre comprise entre 50 et 100 hectares.

Néanmoins, contrairement aux autres jeunes, les "cumistes" ne font pas de l'agrandissement le projet principal de leur exploitation. Généralement, leur projet principal réside dans le maintien de la taille de leur exploitation (cf. tableau 42). Ceci est très certainement l'une des raisons pour lesquelles les jeunes de la Confédération Paysanne et du MODEF adhèrent souvent au mouvement "cumiste".

Pays de l'Ouest Anjou, Maine, Touraine, 2001, 3. Voir aussi le site de la fédération nationale des CUMA, www.cuma.fr, Op.cit. ou, pour une histoire plus précise de l'implantation des CUMA dans l'ouest de la France, celui des CUMA de l'ouest, www.ouest.cuma.fr.

¹² Nous employons cette expression, car elle est couramment utilisée par les jeunes adhérents des CUMA qui se distinguent ainsi des autres jeunes.

L'adhésion des jeunes agriculteurs à une CUMA ne peut donc être comprise comme une simple recherche de solutions techniques. Elle s'inscrit aussi dans un projet global qui dépasse largement la question de l'échange de matériel et qui peut chez certains s'apparenter au prolongement d'un engagement généraliste.

Cette dernière remarque traduit assez bien le fait que pour 39% des jeunes "cumistes", le syndicat généraliste soit l'organisation professionnelle à laquelle ils consacrent le plus de temps. Cependant, la CUMA apparaît très souvent à leur yeux comme l'unique organisation spécialisée à laquelle ils adhèrent. C'est en effet, parmi les jeunes "cumistes" que l'on retrouve la proportion la plus importante (51,7%) de jeunes déclarant ne pas être adhérents d'un syndicat spécialisé.

Tableau : Projet principal selon l'appartenance à une organisation spécialisée ou technique non syndicale (% Lignes)
Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Diversification des activités de production agricole	Développement d'une (ou plusieurs) activités agritouristiques	Augmentation de la taille de l'exploitation	Maintien de la taille de l'exploitation	Aucun projet	Autre	TOTAL
CUMA	8,8	6,0	24,4	33,2	3,6	24,0	100,0
Sucrierie	20,0	5,0	40,0	25,0		10,0	100,0
Coopérative /SICA	12,6	6,0	31,5	24,0	6,0	19,9	100,0
GVA, GDA	14,7	10,3	29,4	19,1	7,4	19,1	100,0
CIVAM			14,3	42,9		42,9	100,0
CETA	11,4	11,4	37,1	20,0	5,7	14,3	100,0
Groupement d'éleveurs	15,2	4,3	26,1	30,4	2,2	21,7	100,0
Association race animale			11,1	55,6	11,1	22,2	100,0
GDS	3,3	6,7	16,7	36,7	3,3	33,3	100,0
Centre de gestion	12,5	1,4	25,0	27,8	5,6	27,8	100,0
Contrôle laitier	5,9	5,9	17,6	35,3	5,9	29,4	100,0
Centre d'insémination	9,1	9,1	27,3	27,3		27,3	100,0
Autre	15,4	6,3	30,1	24,5	3,5	20,3	100,0
TOTAL	11,7	6,0	27,9	27,5	4,7	22,1	100,0

Khi2=41,1 ddl=60 p=0,971 (Val. théoriques < 5 = 37)

3.2. La participation à la vie coopérative

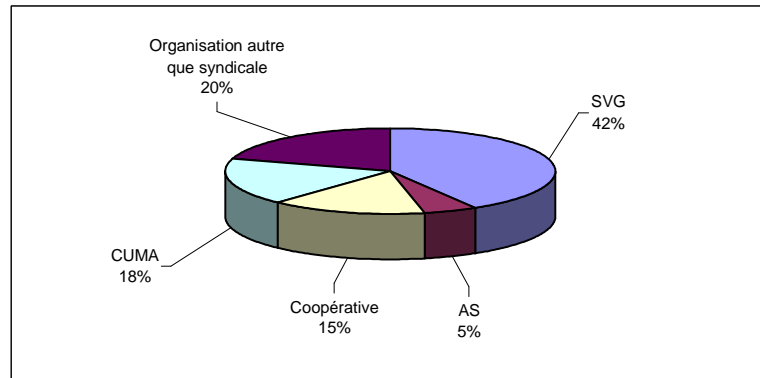
L'adhésion à une organisation professionnelle ne signifie pas que les jeunes agriculteurs consacreront l'essentiel de leur temps à cette organisation. Face à la multiplicité des adhésions qui définissent leur engagement professionnel, les jeunes agriculteurs vont opérer des choix.

Ainsi, alors que 81,2% des jeunes rencontrés sont adhérents d'un syndicat à vocation générale, seuls 41,4% de notre population consacre l'essentiel de son temps d'engagé à ce type d'organisation. Une majorité de jeunes privilégient les organisations non syndicales. En effet, 53,24% des interrogés réservent la plus grande partie de leur temps d'engagés à la coopération (coopératives d'approvisionnement ou de collecte, CUMA) ou à des organisations de

développement (GEDA). Les organisations spécialisées de type syndical (CGB, AGPM, AGPB) ne sont privilégiées que par 5,4% des jeunes interrogés.

Graphique : Répartition des jeunes enquêtés selon l'organisation professionnelle à laquelle ils consacrent le plus de temps

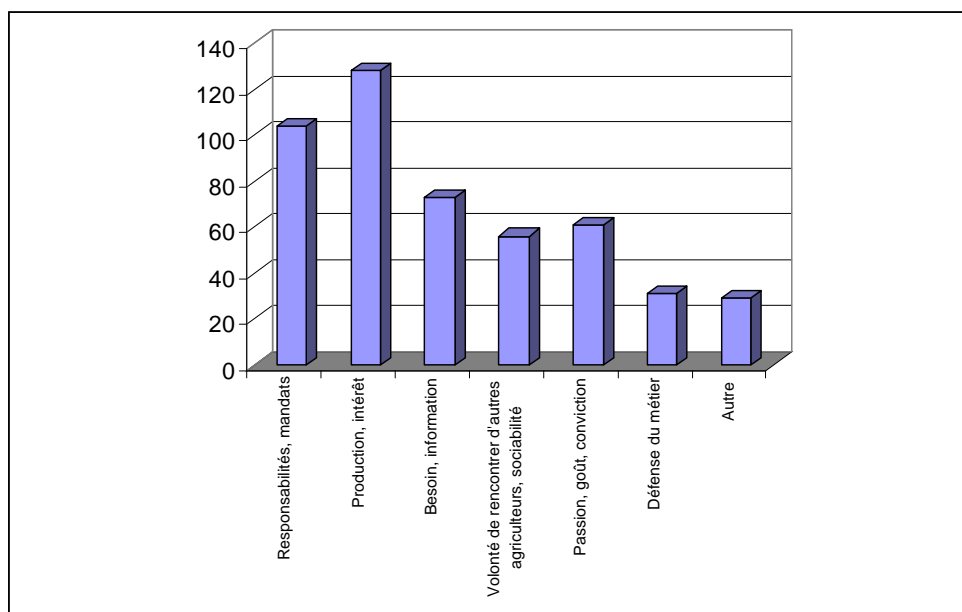
Quelle est l'organisation professionnelle à laquelle vous consacrez le plus de temps ?



Préférer consacrer l'essentiel de son temps d'engagé à une organisation professionnelle plus qu'à une autre peut s'expliquer par de nombreuses raisons. Lorsque que l'on interroge les jeunes agriculteurs sur les préférences qu'ils effectuent, la plupart avancent plusieurs raisons, souvent différentes d'un type d'organisation à l'autre. Néanmoins, considérées dans leur globalité, certaines raisons prédominent plus que d'autres. Quelle que soit l'organisation, les jeunes rencontrés ont souvent avancé comme raison de leur choix les caractéristiques productives de leur système d'exploitation et donc l'intérêt qu'ils trouvent à s'investir pour une organisation qui semble à leur yeux plus proche que les autres de leurs activités d'exploitants. Ainsi, 34% déclarent consacrer l'essentiel de leur temps d'engagé pour des raisons de production ou d'intérêt. La deuxième raison avancée, le plus souvent en combinaison avec la première, est la prise de responsabilité. 27% déclarent que les mandats qu'ils ont endossés depuis leur installation sont à l'origine du temps qu'ils consacrent à certaines organisations. Le besoin et la recherche d'information arrivent en troisième position avec 19,4% des réponses. La passion et la conviction dans le combat professionnel ne sont qu'en quatrième position avec 16,2% des réponses avancées. La volonté de rencontrer d'autres agriculteurs et la sociabilité qui découlent de l'engagement professionnel n'est une raison de leur choix que pour 14,9% des jeunes rencontrés. La défense du métier d'agriculteur dans sa diversité ferme la marche avec 8,2% des réponses.

Graphique : Les raisons du temps d'engagé (Effectifs)

Quelles sont les raisons principales au fait que vous consacrez le plus de temps à certaines organisations ? (Q84, Question à choix multiples) Répondants : 376/ Réponses : 482.



3.3. Faire le choix de la coopération

Comme nous l'avons précédemment souligné, les organisations autres que syndicales sont souvent celles auxquelles les jeunes agriculteurs consacrent l'essentiel de leur temps. Toutefois, parmi les 53,24% de jeunes faisant le choix de ces organisations, 32,9% mettent l'accent sur la coopération. 17,8% et 15,1% des jeunes enquêtés déclarent consacrer respectivement l'essentiel de leur temps d'engagé à des CUMA ou des coopératives d'approvisionnement et de collecte.

Faire le choix des CUMA

Consacrer l'essentiel de son temps d'engagé à une Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole signifie le plus souvent participer entre une fois par an au moins à plusieurs fois par an à des réunions organisées par cette organisation. Les jeunes qui déclarent privilégier l'engagement cumiste n'ont pas une fréquence plus élevée de participation aux réunions organisées par ce type d'organisation que le reste de la population. Nous les retrouvons généralement dans les 30,2% qui participent plusieurs fois par an à des réunions cumistes. Seul 2,5% des jeunes cumistes déclarent participer à des réunions organisées par une CUMA au moins une fois par semaine. En effet, contrairement aux jeunes privilégiant le syndicalisme généraliste qui connaissent une augmentation de leur rythme de participation aux réunions syndicales, les jeunes consacrant le plus de temps à une CUMA n'ont pas connu une augmentation de leur rythme de participation aux réunions proposées par les CUMA. Par ailleurs, nous avons pu constater que le choix de la CUMA semble souvent exclusif. Ce sont les jeunes consacrant le plus de temps à une CUMA qui ont le niveau de fréquence de participations aux réunions professionnelles le plus faible. C'est notamment parmi eux que l'on trouve la part la plus importante de jeunes ne fréquentant jamais les réunions organisées par les syndicats généralistes (34,8%), les banques (66,6%), les syndicats spécialisés (56%), les coopératives (45,4%) et les instituts techniques (83,3%).

C'est aussi parmi cette sous-population que nous trouvons l'une des parts les plus importantes de jeunes qui déclarent ne pas être adhérents d'un syndicat généraliste (27%).

Tableau : Organisation professionnelle à laquelle les jeunes agriculteurs consacrent l'essentiel de leur temps selon leur appartenance ou non à un syndicat généraliste (% Lignes)

Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Oui	Non	TOTAL
SVG	96,7	3,3	100,0
AS	85,0	15,0	100,0
Coopérative	71,4	28,6	100,0
CUMA	72,7	27,3	100,0
Organisation autre que syndicale	78,7	21,3	100,0
TOTAL	84,3	15,7	100,0

Khi2=33,4 ddl=4 p=0,001 (Val. théoriques < 5 = 1)

Cette situation est à mettre en parallèle avec le fait que c'est parmi eux que la part des jeunes n'ayant pas de parents adhérents (ou anciens adhérents) d'un syndicat généraliste ou spécialisé est la plus grande (39,1%).

Tableau : Organisation professionnelle à laquelle les jeunes agriculteurs consacrent l'essentiel de leur temps selon l'appartenance ou non de l'un de leur parent à un syndicat généraliste et/ou spécialisé (% Lignes)

Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Oui	Non	Ne sait pas	TOTAL
SVG	75,4	24,6		100,0
AS	64,7	35,3		100,0
Coopérative	76,9	15,4	7,7	100,0
CUMA	59,4	39,1	1,6	100,0
Organisation autre que syndicale	80,3	16,7	3,0	100,0
TOTAL	73,0	24,9	2,1	100,0

Khi2=15,3 ddl=8 p=0,053 (Val. théoriques < 5 = 6)

Le fait de ne consacrer l'essentiel de son temps d'engagé qu'à la CUMA semble donc signifier pour certains un repli voire un désengagement du reste des organisations professionnelles. La CUMA est souvent la dernière organisation à laquelle certains jeunes s'accrochent lors d'une déception professionnelle (échec d'une négociation, désaccord avec l'organisation syndicale à laquelle ils adhèrent, etc.). Un tiers des jeunes consacrant l'essentiel de leur temps d'engagé à une CUMA ont diminué leur fréquence de participation à des réunions professionnelles.

Proche de leur exploitation, la CUMA leur apparaît comme la seule organisation dont les actions se traduisent concrètement dans des faits pouvant être évalués au quotidien. L'intérêt qu'ils trouvent dans l'échange de matériels est donc généralement la raison principale avancée par ces jeunes (54,5%).

"C'est notre outil de travail donc ça se soigne. Si on montre qu'on est pas intéressé, on le fera pas évoluer"
(Nicolas, Pas-de-Calais).

"Touche le plus mon porte-monnaie, à court terme du moins. C'est plus facile à gérer car local" (Vincent, Loire-Atlantique). *"C'est ce qui est plus proche de l'exploitation C'est utile (rentabilité)"* (Clément, Calvados).

Pensant que cette organisation est l'une des rares organisations à leur rendre un service de proximité, la prise de responsabilité a donc été pour eux plus facile à prendre. Très souvent elle intervient entre la première et la deuxième année post-installatoires. Toutefois, cette dernière se

limite principalement à l'échelon local. Parmi les jeunes déclarant consacrer l'essentiel de leur temps à une CUMA, rares sont ceux qui endossent des responsabilités aux sein des FDCUMA. Si la prise de responsabilité explique pour 42,4% des jeunes rencontrés le fait qu'ils privilégient une CUMA, il n'en demeure pas moins que la responsabilisation renvoie souvent à des postes de membres du bureau local. Alors qu'en privilégiant le syndicalisme les jeunes sont amenés généralement à dépasser les frontières de leur commune ou de leur canton, le choix de la CUMA comme organisation principale conduit rarement les jeunes à inscrire leur engagement professionnel dans des niveaux supra locaux.

En consacrant la plus grande partie de leur temps à une CUMA, certains jeunes choisissent délibérément l'engagement professionnel de proximité. Au-delà du système professionnel, ceci se traduit aussi chez eux par une participation régulière aux festivités locales. Pour 74,2% d'entre eux, ce sont les fêtes locales qui constituent le cadre privilégié de leur rencontre avec d'autres jeunes du même âge.

Faire le choix des coopératives d'approvisionnement et de collecte

Les jeunes qui consacrent l'essentiel de leur temps d'engagé à une coopérative d'approvisionnement ou de collecte ont été souvent rencontrés dans les départements où les grandes cultures prédominent. C'est notamment le cas dans le département de la Marne où la part des jeunes consacrant leur temps d'engagé à une coopérative est de 38% contre 15,1% pour l'ensemble de notre population enquêtée. Généralement ces jeunes ont pour objectif principal d'augmenter la taille de leur exploitation agricole (58,9%). En choisissant de consacrer l'essentiel de leur temps d'engagé à une coopérative, certains jeunes décident de faire le choix d'une organisation qui répondra le plus à leurs intérêts de producteurs tout en étant en mesure de leur apporter aussi des informations pertinentes leur permettant d'optimiser leurs activités. L'intérêt que ces jeunes trouvent en privilégiant la coopérative ne tient pas simplement aux prix d'achat ou de vente que celle-ci leur propose. Si 50% de ces jeunes choisissent une coopérative pour des raisons de production ou de prix, 26,7% avancent aussi la recherche d'informations. La coopérative, à travers notamment la création de section jeunes, permet à certains de parfaire leur connaissance par exemple des marchés.

"Parce qu'on a pas mal d'informations. On a des réunions de travail. Ca nous permet d'évoluer en même temps que tout le monde" (Thomas, Calvados).

"Parce que je trouve ça très intéressant, je m'y implique de plus en plus, on m'a demandé de rentrer au conseil d'administration, moi je ne suis que producteur entendre parler de marché c'est super intéressant et puis il faut faire tourner la boutique" (Maxime, Landes).

"Cela correspond à la production (de) céréales (à laquelle je suis) plus attaché" (Jérémy, Marne).

A l'instar du choix de la CUMA, le choix de la coopérative d'approvisionnement ou de collecte apparaît comme celui d'une organisation proche de l'exploitation. Les actions de la coopérative semblent moins floues que celles des autres organisations, elles se caractérisent par une dimension concrète et de proximité.

"C'est en rapport vraiment, c'est notre lait, notre argent, les autres c'est intéressant aussi mais c'est vague, la laiterie c'est vraiment l'exploitation" (Hélène, Calvados).

Dès lors, il apparaît difficile pour ces jeunes de dépasser le simple cadre de l'engagement coopératif. Comme nous l'avons précédemment souligné, l'entrée dans une coopérative est pour de nombreux jeunes un acte qui traduit une totalité. A quoi bon consacrer du temps à un autre type d'organisation notamment syndicale puisque selon ces jeunes, la coopérative apporte l'essentiel : intérêt et information.

C'est donc parmi les jeunes consacrant l'essentiel de leur temps à une coopérative que l'on retrouve la part la plus importante de jeunes ne fréquentant jamais les réunions organisées par un syndicat généraliste (28,5%). Quand ces jeunes font la démarche d'entrer dans la sphère du syndicalisme, ce sera pour 31,8% d'entre eux au sein de l'organisation à laquelle leurs parents adhèrent ou adhéraient : la FNSEA. Toutefois, cette entrée dans le syndicalisme généraliste se résume le plus souvent à une simple adhésion. Comme pour le reste des organisations professionnelles, ces jeunes n'y prendront pas forcément des responsabilités. En effet, 40,9% des jeunes privilégiant la coopération ne prennent aucune responsabilité.

Tableau : Organisation professionnelle à laquelle les jeunes agriculteurs consacrent l'essentiel de leur temps selon la prise ou non de responsabilité professionnelle (% Lignes)

Les trames grises correspondent à la mise en évidence de liens significatifs dans les profils de modalité (seuil choisi : 5 pour l'écart à l'indépendance, 1 pour le Khi2 par case)

	Oui	Non	TOTAL
SVG	81,7	18,3	100,0
AS	80,0	20,0	100,0
Coopérative	51,8	48,2	100,0
CUMA	63,6	36,4	100,0
Organisation autre que syndicale	68,0	32,0	100,0
TOTAL	71,1	28,9	100,0

Khi2=21,4 ddl=4 p=0,001 (Très significatif)

Avec un rythme de fréquence de participation à des réunions qui se limite souvent à quelques réunions par an (48,2%), il apparaît assez logique que la dimension participation de leur engagement leur semble facile à assumer (33,3%).